

UD 40

Dans les Landes, pas d'avenir sans Industries ! Réindustrialiser nos régions, stopper les restructurations et les délocalisations, augmenter les salaires pour tirer l'activité économique de l'ornière dans laquelle les stratégies financières l'ont placée, sont des enjeux que chaque salarié, retraité, demandeur d'emploi doit revendiquer.

Sur notre département, après les gabegies de SONY à Pontonx/Adour, les friches industrielles d'Hagetmau, c'est au tour du Groupe Gascogne d'être menacé de disparition, victime de la stratégie financière des banques. Ce Groupe développe son activité industrielle dans l'exploitation de la forêt de pins maritimes d'Aquitaine dans tous les aspects qu'offre cette ressource naturelle.

C'est de la sauvegarde d'une des dernières activités industrielles restantes dans notre département rural dont il est question.

Toute l'économie du département landais mais aussi de la région est menacée avec la disparition de milliers d'emplois directs, indirects et induits.

Combien d'emplois resteront chez les artisans, commerçants, professions libérales, services publics de la santé, de l'enseignement, des collectivités territoriales, etc... lorsque auront disparues les activités industrielles ?

Les seuls secteurs économiques de l'agriculture et des services ne permettront pas de faire vivre sa population.

C'est pourquoi le 9 octobre, l'Union départementale CGT des Landes, avec toutes les organisations qui souhaitent la rejoindre, appelle les salariés, retraités, privés d'emploi à participer à une grande journée d'action pour défendre et développer nos emplois et porter nos revendications d'augmentations salariales pour la relance de l'économie.

Alain Mesplède

UD 24

En Dordogne, les raisons de se mobiliser sont multiples tant sur la question de l'emploi industriel ou public que sur les conditions de vie au travail. Ces deux mois d'été auront été jalonnés de conflits sociaux et d'annonces inquiétantes pour le devenir du tissu industriel du département : qu'il s'agisse du fret SNCF abandonné par les papeteries de Condat, de l'Escat (établissement spécialisé du commissariat de l'armée de terre) à Bergerac dont la fermeture est annoncée pour 2014, d'Eurengo (filiale SNPE) à Bergerac qui sera fixé sur son avenir ce mois-ci, de l'hôpital de Sarlat fragilisé par un budget prévisionnel drastique, de la biscuiterie Olibet de Terrasson dont la cessation d'activité vient d'être prononcée, de l'usine de pièces automobiles SOCAT de Terrasson qui a subi 9 suppressions d'emplois en juin, de l'EHPAD de Terrasson dont les aidés-soignants ont vécu un conflit de 28 jours, de la crèche de Mensignac dont le maire est désavoué par le tribunal administratif, de la papeterie Ahlstrom de Baneuil rachetée par le groupe suédois Munksjö Oyj, lequel prend soin en premier lieu de ses actionnaires, de l'usine de stratifiés décoratifs Polyrey à Couze cédée à un fond de pension américain CDR (déjà détenteur de Hertz et de Spie-Batignoles) en pleins congés payés.... Dans ce contexte, les salariés périgourdiens doivent faire entendre haut et fort leurs exigences. Car leur capacité à se mobiliser ensemble sur leurs revendications pour peser sur les choix gouvernementaux, influera grandement sur le contenu des évolutions sociales. L'occasion leur en est donnée en participant massivement à la manifestation inter-régionale du mardi 9 octobre à Bordeaux.

Christian Rebière

UD 33

En Gironde, des sites industriels sont menacés au profit de la finance. Voici deux exemples où les salariés mènent des luttes acharnées et démontrent l'utilité de ces sites !

Usine FORD

En 2009, Ford vend FAI à la HZ Holding. L'engagement de HZ devant l'État est de maintenir la totalité des emplois du site jusqu'à fin 2011. En 2010, la holding HZ apparaissait de plus en plus comme sous-traitante de FORD pour la liquidation du site : aucun des projets devant garantir les emplois n'avait vu le jour. Les salariés se mobilisent et vont manifester entre autre, au Mondial de l'Automobile. Ces mobilisations ont poussé FORD à racheter son usine à la holding.

En 2012, FORD a d'abord supprimé 336 emplois directs et par effet domino, quatre fois plus d'emplois induits... En même temps, Ford a ramené à 1 000 le nombre d'emplois directs garantis mais à l'analyse, il y a des incohérences dans ces prévisions.

Par ailleurs, il faut savoir que 50 % des locaux resteront inoccupés si aucune activité complémentaire n'est apportée par FORD, ce qui aurait un impact important sur les coûts fixes. La situation reste donc fragile et nous sommes encore loin des 1 000 emplois sécurisés. Le cabinet d'expertise Sécafi-Alpha partage cette analyse.

Les salariés de FORD se mobiliseront le 9 octobre après avoir une nouvelle fois manifesté au mondial de l'auto.

Entreprise LAGARDE

Les salariés de l'entreprise Lagarde de St-Loubès en Gironde se mobilisent depuis plusieurs mois. Les emplois de cette entreprise spécialisée dans la fabrication de machinerie agricole et viticole sont menacés. Pourtant, elle dispose d'un savoir-faire largement reconnu, d'un carnet de commandes bien rempli et appartient à une filière indispensable pour notre région.

C'est le résultat d'une logique de financiarisation de cette filière par le rachat de l'entreprise par des fonds d'investissements. La liquidation judiciaire étant prononcée, un repreneur, James Grégoire a fait croire à son intention de reprendre l'entreprise et les 23 salariés.

Mais, toujours en recherche de plus de profits, il vient de se désengager et dénonce un code du travail trop contraignant, pour la compétitivité !!

Par la lutte, les salariés démontrent leur détermination à sauver ce site industriel, sa viabilité, ses emplois et sa nécessité.

La CGT regrette que l'argent public soit utilisé à des fins spéculatives et renouvelle ses exigences de contrôle et de transparence des aides publiques. Elle a soumis de nouvelles propositions fortes au Président de la Région Aquitaine pour la pérennité du site et porte l'exigence de la mise en place d'un pôle public financier.

Corinne Versigny



“Le 9 octobre est l'occasion de porter les revendications dans les entreprises, utilisez le Cahier revendicatif disponible dans votre UD ou auprès du Comité régional.”

UD 64

Dans les

Pyrénées-Atlantiques, l'industrie représente 16 % du PIB départemental, soit 16 Milliards en euros constants 2005, le plus élevé de la Région. Au 31/12/2008, 34 200 salariés travaillaient dans l'industrie, soit 23 % de l'emploi industriel de la Région et 15 % de l'emploi salarié du département.

L'industrie départementale regroupe trois grands secteurs :

- L'agro-alimentaire, en aval de son agriculture ;
- La chimie, essentiellement concentrée sur le bassin de Lacq ;
- La métallurgie et notamment l'aéronautique avec de grands groupes comme Turboméca, Dassault, Messier Dowty et leurs très nombreux sous-traitants.

Comme au plan national, des menaces pèsent sur les salariés de toutes ces filières, y compris quand les carnets de commandes sont bien remplis, comme dans l'aéronautique par exemple.

Dans le 64, de nombreuses luttes témoignent de la volonté des salariés de résister à cette logique financière mortelle pour le plus grand nombre, refusant de consentir à la casse de leurs entreprises ou de leurs outils de travail :

- Celanese à Pardies, Laprade et Thyssen à Arudy, Syntertech, Federal Mogul à Oloron...

Des luttes pour l'emploi, les salaires, les conditions de travail, les libertés syndicales, sont en cours chez :

- Dassault, Turboméca, Fonderie, Messier, Exameca, Syntertech, Federal Mogul, Bonnet Nevé...

LA CGT n'est pas seulement dans le refus et la résistance, elle est aussi force de propositions. C'est le cas par exemple :

- À la Fonderie Messier à Arudy, chez Syntertech Fédéral Mogul à Oloron.
- Sur le Bassin de Lacq, où elle a produit un document largement diffusé avec des perspectives concrètes de ré-industrialisation de ce territoire.
- Pour l'indispensable développement du port de Bayonne ;
- D'un 4 pages CGT 64 largement diffusé, porteur de propositions pour une autre politique industrielle, à prendre en compte dans tous les CE, CCE, Comités de Groupes et Européens.

Car il nous faut prendre à bras le corps ces questions économiques, en croisant les besoins auxquels peuvent répondre les productions, les savoir-faire et les compétences des salariés des entreprises où nous travaillons, les possibilités des territoires où elles sont implantées, les potentialités existant dans nos bureaux d'études, nos centres de recherche, laboratoires, universités. Réfléchissons aux filières structurantes pour nos bassins d'emplois, notre département, notre région.

Muriel Reignier



Services Publics

Coordination Régionale de la Fédération des Services Publics.

Démontrer le lien étroit entre l'industrie et le Service Public, ne pas s'opposer mais s'unir voilà ce qui est compliqué à expliquer aux salariés.

En effet, lorsqu'une grande industrie licencie, comme PSA le fait en ce moment, il y a un impact sur les Services Publics. Ce qui se passe chez PSA peut se passer dans notre département avec l'entreprise GASCOGNE, qui je le rappelle est en difficulté financière. Que va-t-il se passer dans les collectivités qui devront affronter une fermeture d'usine ?

1. **Augmentation du chômage ;**
2. **Mise en difficulté des entreprises sous-traitantes ;**
3. **Moins de rentrées de taxes dans les caisses des collectivités territoriales qui financent les salaires, et je parlerai même de traitement.**
4. **La désertification, entraînera une diminution du nombre d'enfants scolarisés, ce qui aura pour effet la fermeture de classes. Nous pouvons faire le même constat sur toutes les structures administratives, poste, trésoreries etc...**

Et après, que restera-t-il aux commerçants ?

Il faut à tout prix que nous arrivions à faire prendre conscience aux syndiqués et aux agents des collectivités territoriales que l'industrie et les problèmes que rencontrent les salariés du privé dans ces secteurs les concernent tous.

Frédéric Boudigues

Métallurgie

Selon les dernières statistiques, fin mars 2012 la métallurgie d'Aquitaine employait 52 078 salariés, effectifs concentrés en Gironde 47,3 %, Pyrénées-Atlantiques 28,5 %. En 2010, ces emplois pesaient à hauteur de 40 % des emplois industriels d'Aquitaine, c'est dire l'importance de ce secteur pour l'industrie régionale.

Mais ces dernières années, les effectifs ont diminué. Depuis fin 2001 (point haut des 15 dernières années), la métallurgie a perdu 6 093 emplois, cette perte a été atténuée depuis 2 ans sous l'effet du très bon niveau de commandes d'aéronefs, et notons même une petite progression en début 2012.

La bonne santé de l'aéronautique, ne se traduit pas mathématiquement par des embauches à la hauteur des besoins. S'il y a des augmentations se sont surtout celles des heures supplémentaires et de la précarité. Dassault prévoit même une diminution de ses effectifs dans les années à venir. D'autres secteurs comme l'informatique, l'automobile, perdent des effectifs et des plans de suppressions d'emplois sont encore dans les tuyaux.

Dans un souci d'efficacité pour la satisfaction de nos revendications, nous appelons les syndicats à se saisir de l'opportunité du 9 octobre. À la suite de cette initiative, la Cgt métallurgie d'Aquitaine travaille en lien avec ses bases, et en convergence avec les orgas de la région à une autre journée d'actions pour la mi-novembre.

Philippe Lozano